



BP Mairie de CHALAIS 36370
36370 CHALAIS
garderlevivant@gmail.com

Déposition Ferme éolienne de MARON : <https://www.registre-dematerialise.fr/5564/contributions>

REGISTRE DÉMATÉRIALISÉ
CONSULTATION & ENQUÊTE PUBLIQUE

MÂRON : demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS MARON ENERGIE pour l'exploitation d'un parc éolien, composé de quatre aérogénérateurs et d'un poste de livraison électrique (AIOT 0100001858)

Présentation

Déroulement

Documents de présentation

Les contributions

Déposer une contribution

Présentation de l'enquête publique



Information du public

Utilisez le ou les boutons ci-dessous pour télécharger les documents

Avis d'enquête publique

Arrêté d'enquête publique

CHALAIS, le 4 octobre 2024

A l'attention des Commissaires Enquêteurs

COMMISSION D'ENQUÊTE

♦ M. Lionel LALEVEE, capitaine retraité de la gendarmerie - M. Jean-Marc DEMAY, cadre retraité de la fonction publique, M. Jacques POURAILLY, commandant de brigade de gendarmerie à la retraite, ont été désignés en qualité de membres de la commission d'enquête. M. Lionel LALEVEE, a été désigné président de cette commission. En cas de défaillance de M. Lionel LALEVEE, la présidence de la commission sera assurée par M. Jean-Marc DEMAY.

Messieurs,

vous trouverez ci-joint, les items argumentés et factuels pour la déposition contradictoire émise par notre association.

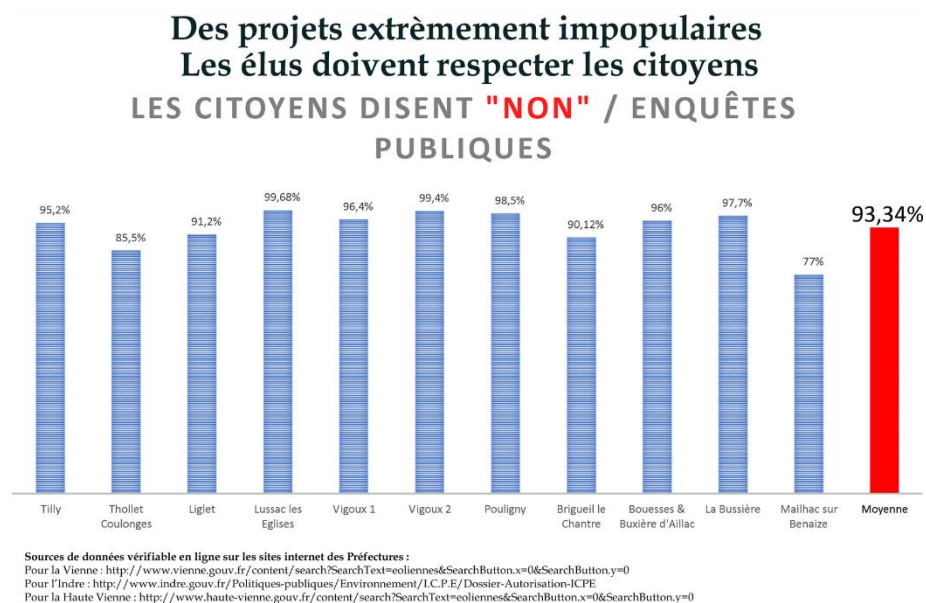
- 1) Quid des enquêtes publiques locales sans une vision globale ?
- 2) Les écritures officielles de certains commissaires enquêteurs relèvent-elles d'états d'âme ?
- 3) Les conclusions du préfet BREDIN (juillet 2023) auraient dû stopper tous les nouveaux projets éoliens dans l'Indre. L'éolien dans l'Indre ne doit plus être un sujet.
- 4) Projet éolien de MARON : Qui veut écraser la démocratie ?

- 5) Demande de publication des factures émises par les sociétés qui ont collaborées à l'étude d'impacts du projet
- 6) Parc éolien, une atteinte pour la liberté d'entreprendre dans le cadre d'un accueil touristique professionnel
- 7) ENR, source d'emplois !?
- 8) L'Indre, poubelle éolienne de la région Centre ? Consultation publique concernant la gestion des ENR dans l'Indre

1) Quid des enquêtes publiques locales sans une vision globale ?

Les enquêtes publiques concernant les ENRi sont totalement isolées et devraient faire l'objet d'une véritable concertation entre les Commissaires Enquêteurs ! Ces enquêtes devraient également s'inscrire par une lecture bibliographique préalable sérieuse et ressentie.

► Quid du bénéfice des enquêtes publiques ?



Ces résultats factuels démontrent deux éléments :

- 1 : les Français ne veulent plus de parc éolien en France,
- 2 : les chiffres sont éloquentes (93,34%).

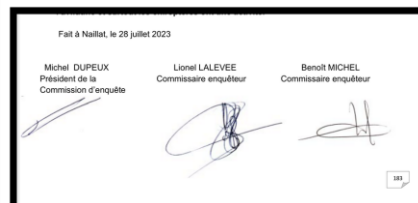
Ces données nous laissent à penser qu'il y a depuis plusieurs années, un véritable problème concernant la gestion globale des enquêtes publiques et d'autre part, un non-respect d'une consultation et de ces conclusions citoyennes qui se veulent être démocratiques et qui s'empilent.

2) Les écritures officielles de certains commissaires enquêteurs relèvent-elles d'états d'âme ?

L'exemple récent du projet éolien de LUANT est très éloquent et prouve que certaines écrites officielles semblent relever d'état d'âme et non de résultats et d'analyses scientifiques.

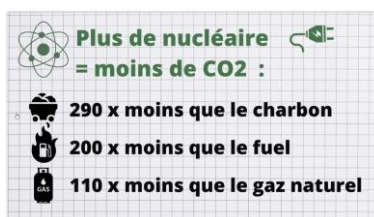
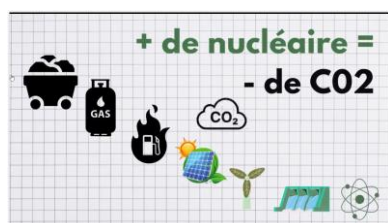
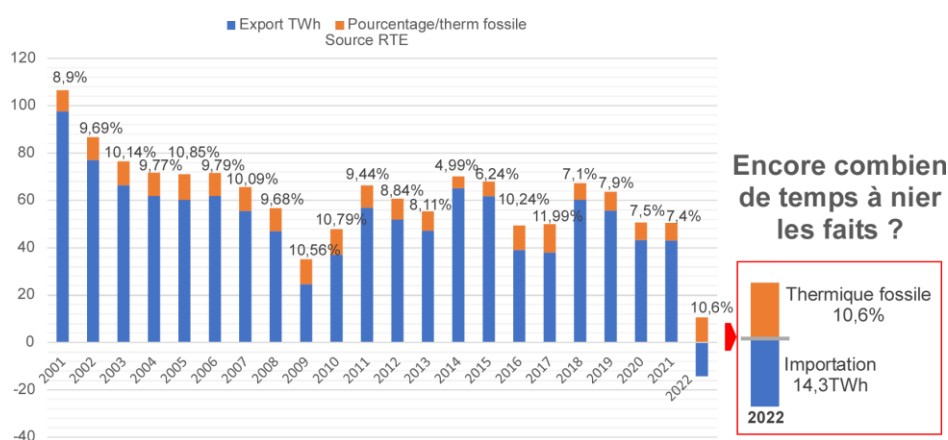
Analyse de la commission d'enquête :

Le fait que les éoliennes ne produisent que par intermittence laisse à penser qu'il est nécessaire de faire appel à d'autres sources d'énergies (gaz ou charbon) pour compenser le manque de production d'électricité. C'est une pensée largement ancrée dans la société française, cependant, il faut appréhender la production éolienne dans son ensemble sur tout le pays ou en général il y a toujours des éoliennes qui produisent à un moment donné. Augmenter le nombre d'éoliennes revient donc à produire plus d'électricité à un endroit de la France. Si la théorie disant que la production électrique d'origine éolienne revient à ouvrir des centrales au gaz ou au charbon se vérifiait, l'électricité d'origine fossile ne serait pas en recul.




L'argumentation déposée par trois commissaires enquêteurs n'est pas correcte et était à charge pour ledit projet. Après une étude sérieuse relevant de données contractuelles, voici la réalité. NON, le Thermique Fossile n'est pas en recul en France malgré la présence d'éoliennes.

Production française d'électricité versus thermique fossile



3) Les conclusions du préfet BREDIN (juillet 2023) auraient dû stopper tous les nouveaux projets éoliens dans l'Indre. L'éolien dans l'Indre ne doit plus être un sujet.

A la suite du rapport émis par la commission d'enquête publique concernant le projet éolien de BUZANCAIS (2023), le préfet de l'Indre avait émis une expertise et une conclusion factuelle.



**PRÉFET
DE L'INDRE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du développement
local et de l'environnement
Bureau de l'environnement**



ARRÊTÉ du 19 juin 2023

**refusant à la SAS PARC EOLIEN DE BUZANCAIS
l'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien
sur la commune de Buzançais**

LE PRÉFET DE L'INDRE,

Considérant que depuis les années 2010, l'Indre est un département qui participe fortement au développement des énergies renouvelables puisque, outre l'intermittence et le décalage entre les périodes de consommation d'énergie et les périodes de production d'énergie, avec près de 680 MW de puissance installée en service et/ou autorisés (dont près de 480 MW d'énergie éolienne et 210 MW d'énergie photovoltaïque), la production d'énergie électrique renouvelable couvre d'ores-et-déjà la consommation électrique totale du département ;

Considérant qu'ainsi le département de l'Indre est le second producteur d'électricité renouvelable de la région Centre Val-de-Loire, bien au-delà de son poids habituel (population, surface...) dans la région ;

Stéphane BREDIN

Nous attendons de lire sur ce sujet, le rapport des commissaires enquêteurs concernant le projet éolien de MARON. Souhaitent-ils contourner les écritures d'un préfet ?

4) Projet éolien de MARON : Qui veut écraser la démocratie ?

2020 : Une liste candidate à Mâron contre l'éolien

19 MARS 2020 PAR ADELCEL

A Mâron (Indre) une liste candidate contre les éoliennes

Du côté d'Ardentes

Une liste candidate à Mâron contre les éoliennes



La liste L'Air libre à Mâron réunit quinze colistiers sans tête de liste mais avec un porte-parole, Guilhem de Tarlé, et propose une réunion publique samedi 7 mars à 11 h.

L' "Air libre à Mâron en Berry" se présente face à "Mâron", liste conduite par le premier adjoint sortant. « Nous avons choisi de ne pas avoir de tête de liste, explique Guilhem de Tarlé, juste un porte-parole des candidats, en l'occurrence moi. Nous faisons tous partie de l'association Pour la sauvegarde du visuel extérieur, créée en 2014 suite au projet éolien. Certains d'entre nous ont conclu que la seule possibilité que nous ayons de faire face à ce projet était de monter notre propre liste ».

Annuler le projet éolien
Cette dernière est complète avec quinze candidats dont huit femmes et sept hommes : Françoise Annaval (64 ans), Patrick Bernard (63 ans), Corinne Bernard-Cornette (49 ans), Gilbert Blanc (63 ans), Nathalie Chespiel (57 ans), Angélique Coclin (40 ans), Carole Frenouau (49 ans), Eric Frenouau (55 ans), Odile Guinépain (44 ans), Jean-Gilles



Les anti-éoliens ne comptent aucun conseiller sortant.
Lalacinate (58 ans), Agnès Pernot (62 ans), Daniel Pillel (58 ans), Claire de Tarlé (50 ans), Guilhem de Tarlé (72 ans) et Aurélien Varvau (40 ans). Le porte-parole est très clair : « La première chose que nous ferons sera l'annulation du projet éolien. Et nous assumerons les éventuelles retombées judiciaires. » Par la suite, les candidats

souhaitent que la mairie devienne un pôle de services publics de proximité, où chaque citoyen pourra être accompagné dans ses démarches, tandis qu'une sorte de permanence téléphonique serait assurée à tour de rôle par les élus. Les candidats se disent hommes et femmes de dialogue et de transparence. Un référendum d'initiative populaire sera aussi mis en place. Ils envisagent d'améliorer la sécurité et le cadre de vie, de refaire les barrières de l'école, de mettre en place d'un dispositif "voisins vigilants", d'aménager le stade municipal et de créer une salle multisports et multiservices. Ils veulent s'intéresser aux personnes isolées et aux familles sans médecin traitant, avoir une politique verte pour l'embellissement du paysage. Soutenir les associations et entamer une négociation avec la CAC pour une desserte des bus plus adaptée sont d'autres projets que prennent à cœur les candidats. La semaine prochaine, la profession de foi et les bulletins de vote seront distribués dans toute la commune. La liste propose aussi samedi 7 mars à 11 h, une réunion publique à la salle des associations de Mâron.

Julie Labergère (CLP)

• Page Facebook de campagne : l'air libre à Mâron. Un numéro et un mail sont aussi à disposition : Tel 02 54 26 06 97 et 06 09 66 83 64, airlibremaron@gmail.com

2021 : Mâron (Indre) est la première commune de France à arborer le label « Commune sans éolienne ». Un village voisin lui a emboîté le pas. Explications en ce mois de novembre 2021... (La Nouvelle République : <https://www.lanouvellerepublique.fr/indre/commune/maron/maron-la-commune-lance-un-label-anti-eolien>)



Gilbert Blanc, son adjoint, Guilhem de Tarlé, et Henri Lory, maire de Sassièrges-Saint-Germain, montrent le label créé par le maire de Mâron.
© Photo NR

2021 : Ouest-France

Accueil > Centre Val de Loire > Indre

Le premier label anti-éolien de France créé par un petit village d'Indre

Le village de Mâron-en-Berry (Indre) vient de créer un label anti-éolien. Une première en France. Le maire Gilbert Blanc a déjà été contacté par d'autres communes intéressées pour rejoindre ce mouvement.

Ouest-France
Florence MALLÉGOL/NG
Publié le 29/11/2021 à 11h47

Abonnez-vous

LIRE PLUS TARD

PARTAGER



2022 : Une motion contre le mât de mesure

(<https://www.lanouvellerepublique.fr/indre/commune/maron/une-motion-contre-le-mat-de-mesure>)

Une motion contre le mât de mesure



MÂRON

Par RÉDACTION

Publié le 09/07/2022 à 06:25, mis à jour le 09/07/2022 à 06:25

Les élus du conseil municipal de Mâron ont appris que le promoteur éolien JPee a formulé une demande d'installation temporaire d'un mât de mesure du vent dans la commune. Réuni lundi 27 juin, le conseil constate que la raison d'être de ce mât de mesure n'était pas mentionnée dans la déclaration de travaux. « Nous rappelons que l'implantation d'un parc éolien a été expressément refusée par la population de Mâron à l'occasion de l'élection municipale du 15 mars 2020. Les quinze membres de la liste anti-éoliennes L'Air libre à Mâron ont alors tous été élus dès le premier tour ne laissant aucun siège à la liste issue de la municipalité sortante qui avait adopté le projet, soulignent les membres du conseil. Considérant comme un déni de démocratie l'obstination de JPee, qui agit à l'encontre de la décision anti-éolienne de la population, les élus municipaux, à l'unanimité des présents, approuvent publiquement l'arrêté présenté par le maire et précisent leur détermination à s'opposer par tous les moyens à l'installation d'un quelconque mât de mesure. »

2023 : VALEURS ACTUELLES



Ces élus complices du lobby de l'éolien

Dans l'Indre, des maires qui sont aussi propriétaires fonciers favorisent l'implantation des aérogénérateurs. Redevances alléchantes, administrés en colère: le cocktail est explosif.

reviennent à la commune, le reste étant réparti entre l'intercommunalité, le département et la région. Un argument non négligeable pour des villages de plus en plus démunis financièrement.

Conflits d'intérêts

Le propriétaire du terrain sur lequel est dressée l'éolienne — souvent une parcelle agricole — perçoit lui aussi un loyer de la part de l'opérateur: jusqu'à 30 000 euros par an, en fonction de la puissance installée. Une rede-

Avec 120 mâts, le département de l'Indre est le deuxième accueillant le plus d'éoliennes en région Centre-Val de Loire.

avoir comme ça », décrypte auprès de Valeurs actuelles Gilbert Blanc, maire du village de Mâron, qui s'est doté en 2021 d'un label « commune sans éolienne », une première en France. « Certaines communes se sont rendu compte qu'elles devaient toucher 60 000 euros par an, mais que d'un autre côté, l'État leur retirait en conséquence 50 000 euros de dotation financière », poursuit l'édile, élu dès le premier tour en 2020 dans le vent de la fronde antiéolienne. « Chez nous, la plupart des maires et conseillers municipaux sont des propriétaires fonciers », complète un observateur, pointant un risque de dérives évident.

« Pour ma part, j'ai toujours refusé de recevoir des promoteurs », confie Annie Barreau, maire de Étréville, qui héritera malgré elle d'une partie du parc de la commune voisine de Thizy. Le maire de celle-ci, Éric Bédet, verra s'ériger les mâts sur un terrain appartenant à sa belle-mère. Pas question pour Annie Barreau de l'accabler, bien que l'élu tienne à prendre ses distances: « Est-ce qu'il faut pourrir la vie des gens pour 40 000 euros de recettes par an? », s'interroge-t-elle. Rares sont les maires comme elle, dans le département, à résister à la pression des promoteurs.

À Saint-Georges-sur-Arnon, le maire, Jacques Pallas, ne cache pas, et il est

ENQUÊTE

"EST-CE QU'IL FAUT POURRIR LA VIE DES GENS POUR 40 000 EUROS DE RECETTES PAR AN?" S'INTERROGE UNE MAIRE. RARES SONT CEUX, ICI, À RÉSISTER À LA PRESSION DES PROMOTEURS.

Pédagogie d'autant plus renforcée que le parc mitoyen des Vignes a connu un invraisemblable incident, en janvier 2021: la chute d'une pale de 47 mètres et de 11 tonnes, sans faire de blessé.

Un zèle suspect

La proximité de Jacques Pallas avec RWE Renouvelables France (anciennement Nordex), le principal promoteur des parcs de Saint-Georges-sur-Arnon, en interroge plus d'un sur la commune: « Il ne démarque que pour cette société et quand il est question d'un concurrent, comme Siemens, il laisse tomber », décrit un Indrien, sous couvert d'anonymat. Il faut dire que les menaces de plaintes agitées contre ses opposants par Jacques Pallas, retraité de la SNCF et cacique de



Avec 120 mâts, le département de l'Indre est le deuxième accueillant le plus d'éoliennes en région Centre-Val de Loire.

ENQUETE

avoir comme ça », décrypte auprès de *Valeurs actuelles* Gilbert Blanc, maire du village de Mâron, qui s'est doté en 2021 d'un label "commune sans éolienne", une première en France. « Certaines communes se sont rendu compte qu'elles devaient toucher 60 000 euros par an, mais que d'un autre côté, l'État leur retirait en conséquence 50 000 euros de dotation financière », poursuit l'édile, élu dès le premier tour en 2020 dans le vent de la fronde antiéolienne. « Chez nous, la plupart des maires et conseillers municipaux sont des propriétaires fonciers », complète un observateur, pointant un

"EST-CE QU'IL FAUT POURRIR LA VIE DES GENS POUR 40 000 EUROS DE RECETTES PAR AN ?", S'INTERROGE UNE MAIRE. RARES SONT CEUX, ICI, À RÉSISTER À LA PRESSION DES PROMOTEURS.

Pédagogie d'autant plus renforcée que

2023 : La Gazette de l'Indre

N°2
Juillet
2023

Histoire de la Résistance :
le 25 août 1944
La bataille d'Écueillé

À quoi sert la Ligue
des Droits de
l'Homme ?

LA GAZETTE DE
L'INDRE
Gratuit citoyen d'information sans publicité
ISSN 2970-183X

**L'IMPLANTATION
DES ÉOLIENNES :
UN DÉNI
DE DÉMOCRATIE ?**

**US MUSEUM :
L'HISTOIRE DES AMÉRICAINS
À CHÂTEAUROUX**

**PATRIMOINE :
ILS SAUVENT LES CALVAIRES
DE NOS CAMPAGNES**

ERNEST APPERT



INDRE : « L'IMPLANTATION DE NOUVELLES ÉOLIENNES EST UN VÉRITABLE DÉNI DE DÉMOCRATIE »

Interrogé sur la prolifération des éoliennes géantes dans notre département, le maire de la commune de Mâron, Gilbert Blanc, ne mâche pas ses mots. Pour lui, les implantations de parcs éoliens industriels se réalisent sans l'assentiment des citoyens, ni des élus. C'est pourquoi, il dénonce un « véritable déni de démocratie ».

Un maire élu contre les éoliennes

Gilbert Blanc détient son mandat de maire grâce à son combat anti-éolien. Il sait de quoi il parle. En 2020, les Maronnais ont voté massivement pour sa liste « L'Air

libre à Mâron en Berry ». Celle-ci a remporté les 15 sièges que compte le Conseil municipal de Mâron. À l'époque, la presse avait évoqué cette victoire écrasante comme un véritable « référendum » contre les

éoliennes. La population de Mâron a porté au pouvoir une équipe de novices en politique plutôt que de reconduire une équipe aguerrie mais compromise avec un gros promoteur éolien, la société JPÉE. Cette dernière souhaite implanter un parc de 4 éoliennes sur cette petite commune à l'est de Châteauroux. Le rejet de ce projet par la population locale est total. Ici comme ailleurs, à de très rares exceptions près, personne ne veut de ces immenses moulins aux nuisances multiples à côté de son habitation.

Mâron, une commune en sursis

En élisant un Conseil municipal anti-éoliennes, les citoyens maronnais ont fait un choix politique clair mais la commune de Mâron n'est pas tirée d'affaire pour autant. Le Maire et ses adjoints ont beau se démenier pour préserver leur village, la menace existe toujours. En effet, la loi donne le pouvoir de validation des projets éoliens aux préfets et non aux maires des communes concernées. L'enquête publique qui doit précéder toute validation de projet éolien n'oblige en rien le Préfet dans sa décision. Tous les avis émis par les collectivités, les élus, les associations ou les simples citoyens n'ont qu'une valeur consultative. Le Préfet peut donc tranquillement valider une implantation d'éoliennes sur une commune malgré l'opposition de tous ses habitants et de ses élus.

Une législation très favorable aux promoteurs

Néanmoins, il arrive que le Préfet écoute la population et rédige un arrêté défavorable à l'encontre d'un projet éolien. Dans ce cas de figure, le promoteur arrive très souvent à faire casser l'arrêté préfectoral par la justice tant la législation lui est très favorable. C'est très exactement ce qui s'est produit avec le projet de parc éolien « Les Sables », sur la commune de Vigoux et de Bazaiges dans la Vallée de la Creuse. Il a été validée par la Cour d'Appel administrative de Bordeaux de cette façon le 11 avril dernier.

Un processus décisionnel qui exclut les citoyens et les élus

Rappelons ici qu'un préfet est un haut fonctionnaire nommé par le Président de la République sur proposition du Premier ministre et que les magistrats de la Cour administrative d'appel sont également des fonctionnaires issus de l'ÉNA. Ainsi il est particulièrement choquant que la décision d'implanter des infrastructures aussi importantes et aussi impactantes pour le paysage et l'environnement se fasse sans l'approbation des citoyens et des élus concernés. La souveraineté populaire s'en



Gilbert Blanc, Maire de la commune de Mâron depuis 2020.
Il dénonce un "dénî de démocratie" concernant les éoliennes.

trouve bafouée. Donner autant de pouvoir à des fonctionnaires non-élus et ne résidant pas sur place, ne semble pas raisonnable dans une république démocratique. Pire encore, mettre des citoyens sincères et mobilisés devant le fait accompli sans aucun espoir de réel recours relève de la fuite en avant la plus dangereuse.

Le déni de démocratie ouvre la porte aux violences

Cette quasi impossibilité d'empêcher l'implantation d'éoliennes industrielles par les habitants concernés caractérise l'impuissance politique des citoyens face à une administration toute puissante. Cette impuissance politique est légitimement vécue comme une insupportable injustice. Elle échauffe les esprits et génère une extraordinaire frustration au sein de la population.

Le Maire de Mâron en appelle à la responsabilité de l'État et de nos parlementaires : François Jolivet, Nicolas Forissier, Nadine Bellurot et Frédérique Gerbaud. Il craint que « le déni de démocratie ouvre la porte aux violences et aux actes illégaux car les gens sont à bout. »



2024, le porteur de projet éolien ne tient pas compte des décisions actées par le conseil municipal depuis 2020 !

2024, Lancement d'une commission d'enquête publique, gaspillage de temps, d'énergie, d'argent...

2024, Lancement d'une tautologie sous couvert d'une consultation...



5) Demande de publication des factures émises par les sociétés qui ont collaborées à l'étude d'impacts du projet

Rapport : Cadre général Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale - ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT - RÉSUMÉ NON TECHNIQUE 6

Projet de parc éolien des Noisetiers, Indre (36)

1.4 Assemblage et rédaction de l'étude d'impact sur l'environnement

| Bureaux d'études | | Domaines d'intervention |
|---|---|---|
|  | ABIES 7, Avenue du Général Sarraill 31290 Villefranche-de Lauragais | Réalisation et assemblage de l'étude d'impact ; réalisation de l'étude paysagère et intégration de l'étude naturaliste. |
|  | SITELECO - Agence Centre 3 Impasse de la fontaine 21370 VELARS-SUR-OUCHÉ | Réalisation de l'étude naturaliste |
|  | GÉOPHOM 327 Rue de Vieille Cour 44521 OUDON | Réalisation des photomontages |
|  | GANTHA 12 Boulevard Chasseigne 86000 POITIERS | Réalisation de l'étude acoustique |

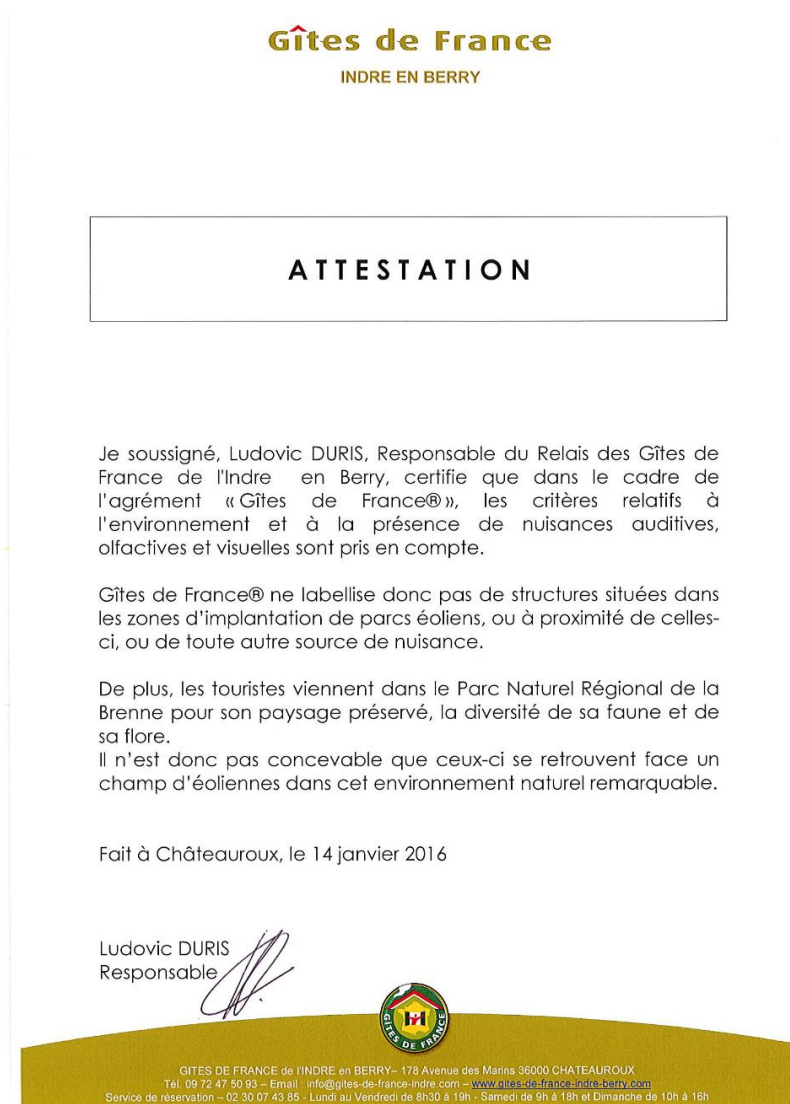
Tableau 1 : Cabinets d'experts ayant contribué à l'élaboration de l'étude d'impact sur l'environnement

Nous demandons que soient publiées officiellement les factures qui ont été établies par les sociétés sollicitées pour établir ce rapport placé au dossier de l'enquête publique.

Nous demandons également une copie de leur accréditation officielle pour mener à bien ce type d'étude.

6) Parc éolien, une atteinte pour la liberté d'entreprendre dans le cadre d'un accueil touristique professionnel.

Dans ce constat concernant la prolifération des parcs éoliens industriels, Gîtes de France s'est à juste titre officiellement positionné. Cette prise de décision est très significative et tranchée. Gîtes de France n'accorde plus de labélisation si un propriétaire ou porteur de projet touristique est au voisinage d'un parc éolien.



7) ENR source d'emplois !?

On nous aurait vendu du rêve ? Alors ça tombe bien parce qu'il y a une étude 2024 sur le sujet dans le Journal of Public Economics.

"Les effets sur l'emploi local des énergies renouvelables sont modestes et surtout ne sont pas durables. Et ces effets positifs transitoires sont principalement observés sur le solaire, pas l'éolien. Ces effets disparaissent après l'entrée en service de l'installation." (Fabra, Gutiérrez, Lacuesta, & Ramos, 2024).

Do renewable energy investments create local jobs?☆

Natalia Fabra ^{a,b,*}, Eduardo Gutiérrez ^c, Aitor Lacuesta ^c, Roberto Ramos ^c

^a Universidad Carlos III de Madrid, Spain

^b CEPR, United Kingdom

^c Banco de España, Spain

ARTICLE INFO

JEL classification:

L94

C33

O25

R23

Keywords:

Renewable energy

Employment

Unemployment

NIMBY

Spatial effects

ABSTRACT

Globally, renewable energy projects often face local opposition despite the potential for job creation. Analyzing data from over 3,900 Spanish municipalities (2017–2021), we find that new jobs frequently do not remain in the host communities. Solar projects show stronger employment and unemployment multipliers compared to wind, reflecting differing task and skill requirements. Beyond the labor market impacts, residents benefit from the investments through greater public spending and increased per capita income. However, these effects are modest, particularly in the case of small to medium-sized plants.

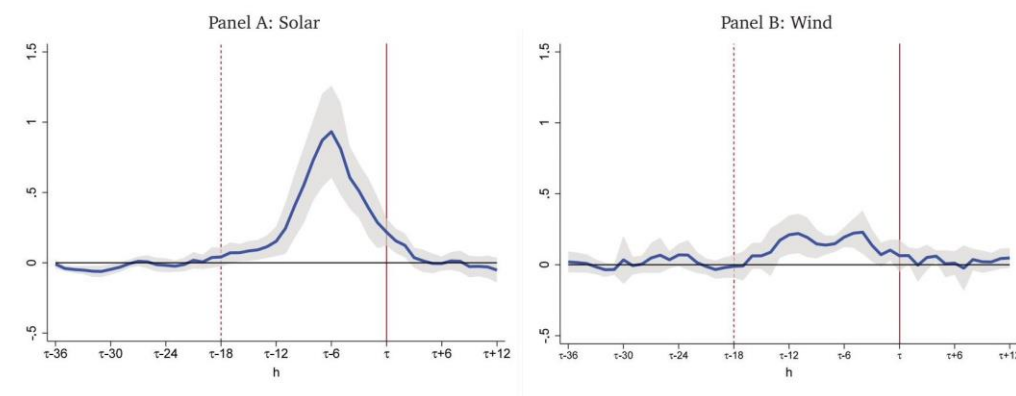


Fig. 3. Local employment effects.

Notes: These figures show the effects of investing 1 MW in solar or wind plants on employment by firms located at the municipalities where the investment occurs in the period January 2017–November 2021, h months before or after the start-up date. The vertical solid red line marks the start-up date, while the dashed red line marks 18 months before that, when the construction is likely to start. Panel A shows the results for solar investments, and panel B for wind investments. Error bands depict the 95% confidence interval. Standard errors are clustered at the municipality level.

8) L'Indre, poubelle éolienne de la région Centre ? Consultation publique concernant la gestion des ENR dans l'Indre

Le collectif « Indre Energies Responsables » et ses 21 associations vient de lancer une grande consultation concernant la gestion des ENR dans l'Indre. Cette consultation s'appuie sur le film qui vient d'être publié « L'Indre, poubelle éolienne de la région Centre ? ».



L'indre,
poubelle
éolienne
de la région Centre ?

0:04 / 14:38

Le film


Collectif
Indre Energies Responsables



**La Grande Consultation
Citoyenne du Collectif
Indre Energies Responsables
GESTION des ENR
dans l'Indre.
Répondez !**



Ne pas jeter sur la voie publique

Considérant les 8 items exposés et leur développement, l'avis de la fédération Européenne Environnement Ecologie – Garder le Vivant est défavorable au projet éolien cité en référence.

Recevez, messieurs, mes sincères salutations.

Pascal VRIGNAT
Président

Fabra, N., Gutiérrez, E., Lacuesta, A., & Ramos, R. (2024). Do renewable energy investments create local jobs? *Journal of Public Economics*, 239, 105212.